



Communistes



Octobre 1917 : Quelques éléments historiques

SOMMAIRE :

[La situation politique en Russie au début du XXème siècle](#)

[La Révolution de 1905](#)

[La guerre impérialiste de 1914](#)

[La révolution de février 1917](#)

[La Révolution d'octobre 17](#)

[La guerre civile](#)

[La création de l'URSS](#)

[Vive Octobre 1917 !](#)

[La Révolution soviétique, un enjeu pour notre temps](#)

[La Révolution soviétique constitue une rupture fondamentale dans l'histoire de l'humanité](#)

[Les conditions de développement du socialisme](#)

[Ce qu'Octobre a apporté au monde](#)

[La victoire sur le nazisme](#)

[La paix dans le monde](#)

[L'aide aux mouvements de libération](#)

[La pression idéologique et sociale sur les grands pays capitalistes](#)

[Ce que nous avons perdu avec la disparition de l'URSS](#)

[Les réalisations en URSS et ailleurs](#)

[Une révolution socialiste](#)

[Pourquoi briser l'Etat bourgeois ?](#)

[Le régime socialiste issu d'Octobre](#)

[Pas de révolution sans contre-révolution](#)

[La pression extérieure militaire](#)

[La pression extérieure économique](#)

[La pression idéologique](#)

[La falsification de l'histoire](#)

[Ne nous laissons pas aveugler.](#)

[Qu'est-ce que le révisionnisme ?](#)

[Le révisionnisme actuel](#)

Octobre 1917 :

Quelques éléments historiques

Dans les années trente, un groupe d'acteurs communistes, ou proches, a créé le théâtre Octobre. Quand on leur demandait pourquoi ils avaient appelé ainsi leur compagnie, la réponse était, invariablement : « pour qu'il n'y ait pas gourance ! » A l'occasion du 90ème anniversaire de cette révolution d'octobre qui, quoi qu'en disent militants du capital, vendus, renégats et esprits chagrins, a changé le cours de l'Histoire, nous ne nous trompons pas non plus. "Communistes" est dans le même camp que les bolcheviks de 1917, dans celui du prolétariat, des exploités, contre la classe dominante de notre pays et de la planète, les capitalistes.

Bien sûr, tous les révolutionnaires du monde ont un pincement au cœur en évoquant ces dix jours qui ébranlèrent le monde, cette grande révolution socialiste. On pense à cette image de Lénine, dansant dans la neige au 75ème jour de la révolution bolchevique, pour avoir tenu un jour de plus que la Commune de Paris. Ou encore cette autre image du dirigeant de la 2ème révolution socialiste enterré dans le drapeau rouge de la 1ère, la Commune.

Mais ce n'est pas par nostalgie que nous évoquons Octobre aujourd'hui. Dans un temps où le capital a remporté de grandes victoires, détruisant le monde socialiste d'Europe, et principalement l'URSS, où l'Histoire est réécrite tous les jours, pour que personne ne sache rien d'Octobre que des caricatures, pour que chacun croie que l'Histoire est finie et le capitalisme un horizon indépassable ; dans ce temps-là, oui, il est indispensable de dire ce qu'a vraiment été cet événement, de dire ce qu'ont apporté au monde la Révolution d'Octobre et l'existence de l'URSS.

Il est indispensable de faire savoir la vérité et d'essayer d'en tirer les leçons pour tous les combats actuels et à venir des Révolutionnaires. Il est également essentiel de dire que, fondamentalement, rien n'a changé depuis 1917 quant à la société dans laquelle nous vivons. Le capitalisme est toujours le capitalisme reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Quelques-uns possèdent tout ce qui permet de produire et la plupart des autres n'ont que leur force de travail à vendre pour vivre. Il est responsable de décennies de guerre, de destructions, de chômage et de misère. Seul le socialisme peut nous permettre d'en finir avec cette société inhumaine. Voilà en quoi repose l'actualité d'Octobre.

Il faut, aujourd'hui, faire un sacré effort intellectuel pour imaginer une société sans exploitation, sans capitalistes, sans possédants qui se contentent de remplir leur tirelire. Il est certes difficile de croire que des entreprises ont existé dont le seul but était de permettre la satisfaction des besoins du peuple et non de remplir les escarcelles des actionnaires. C'est pourtant ce qui s'est passé en URSS.

La situation politique en Russie au début du XXème siècle

La Russie est, à la fin du XIXème siècle, le plus vaste pays d'Europe et du monde, incluant une grande partie de la Pologne, les pays baltes, la Finlande, une bonne partie de l'Asie centrale et orientale. Elle est longtemps restée une société féodale : l'abolition du servage arrachée au tsar Alexandre II ne date que de 1861. Mais, depuis les années 1880, elle est en pleine industrialisation. Avec l'apport de capitaux étrangers, venus de Grande-Bretagne d'abord, puis d'Allemagne, de France ou de Belgique qui restent minoritaires par rapport aux capitaux russes. Les mines, les chemins de fer, la métallurgie et la chimie se développent considérablement. Avec l'industrialisation, si la classe capitaliste se renforce et s'organise, la classe ouvrière se constitue. Concentrés dans et autour des grandes villes, les ouvriers, issus de la paysannerie, sont plus de 3 millions dès 1900. Ces ouvriers doivent travailler douze heures par jour et n'ont ni le droit de grève ni celui de former des syndicats.

Malgré le pouvoir absolu des tsars (Alexandre III, puis son fils Nicolas II) les classes sociales dominées créent des partis politiques : le parti Constitutionnel-Démocrate pour la bourgeoisie, le parti Socialiste-Révolutionnaire pour la paysannerie et le parti Ouvrier-Social-Démocrate pour la classe ouvrière.

En 1903, au congrès de Bruxelles, préfigurant ce qui arrivera au mouvement ouvrier dans le monde entier, le POSDR (parti ouvrier social-démocrate de Russie) s'est scindé en deux tendances : les bolcheviks (majoritaires), animés par Lénine, qui veulent que le parti devienne un parti révolutionnaire, soudé et avant garde de la classe ouvrière, et les mencheviks (minoritaires), animés par Martov et Trotski, qui souhaitent un parti ouvert à quantité de courants. Les premiers veulent accélérer le processus révolutionnaire et les seconds attendre car ils pensent que la Russie ne connaît pas un développement suffisant pour connaître une révolution prolétarienne.

La Révolution de 1905

La guerre que la Russie mène contre le Japon à partir de 1904 pour le contrôle de l'Extrême-orient sert de déclencheur. De plus en plus, les ouvriers et les paysans refusent cette guerre impérialiste et protestent contre leurs conditions de vie. Le 22 janvier 1905, une manifestation se déroule à Petrograd (Saint-Pétersbourg) à la tête de laquelle se trouve le pope Gapon, un provocateur appointé par la police politique tsariste, l'Okhrana. Les soldats tirent sur les manifestants et font plus d'un millier de morts. Ce "dimanche rouge" provoque grèves, manifestations, attentats dans tout le pays. Le 27 juin, les marins du cuirassé Potemkine, en Mer noire, refusent de manger la viande pourrie et grouillant de vers qu'on veut leur servir et se mutinent. Ils fraternisent avec les fusiliers marins envoyés contre eux, tuent les officiers et prennent le contrôle du navire.

En octobre sont créés les premiers "soviets", des conseils de délégués élus par les ouvriers dans les grandes villes, notamment à Petrograd et Moscou. Le tsar Nicolas

II recule devant le danger : il accorde les libertés publiques et l'élection d'une assemblée élue au suffrage universel. Les partis bourgeois s'en satisfont, mais les ouvriers et les paysans veulent continuer la lutte, l'armée réprime férocement la tentative révolutionnaire. Le soviet de Moscou dirigé par les Bolcheviks anime une lutte de plusieurs jours, les armes à la main, contre des unités de la Garde impériale envoyées contre le peuple de la capitale. Après des combats acharnés, les troupes rétablissent l'ordre tsariste.

La guerre impérialiste de 1914

Les grandes puissances impérialistes d'Europe s'affrontèrent, on le sait, pour la suprématie économique mondiale. La Russie fut entraînée aux côtés de l'Entente franco-britannique, en grande partie du fait de la place importante tenue par les capitalistes de ces pays-là dans son industrie. Le temps du tsar semblait ne plus devoir durer pour la bourgeoisie russe. Les différents partis socialistes d'Europe se compromirent en choisissant le chauvinisme : les socialistes français et les socialistes allemands (à l'exception, pour ceux-ci de l'aile gauche avec Karl Liebknecht) votèrent les crédits de guerre. Les Mencheviks étaient aussi partisans de la guerre, mais pas les Bolcheviks.

Cette guerre où les soldats se battirent pour les intérêts des grands industriels fut très meurtrière. Les troupes russes furent écrasées en 1915 par les Allemands et les Autrichiens. En 1916, ils passèrent à l'offensive, mais leur avancée ne compensa pas les reculs précédents.

La Révolution de février 1917

La misère du peuple dont le tsar et son entourage ne se souciaient pas et le refus de la guerre provoquèrent la première révolution, celle de février. Renversant le tsar dont plus personne ne voulait, les partis bourgeois s'installèrent au pouvoir. Le Constitutionnel-Démocrate Milioukov puis le Socialiste-Révolutionnaire Kerenski furent les principaux dirigeants des gouvernements successifs qui inclurent dès le mois de mai des Mencheviks.

Le Soviet de Petrograd, animé par les Bolcheviks, combattait fermement les options du gouvernement provisoire réclamant notamment la paix immédiate. Bientôt la situation devint révolutionnaire : les soldats, las de la guerre, les paysans avides de réforme agraire et les ouvriers qui souffraient du chômage étaient gagnés à l'idée de la prise du pouvoir et du changement de régime.

La Révolution d'octobre 1917

Lénine et le comité central bolchevik décidèrent de l'insurrection dont l'appel fut diffusé le 19 octobre (1er novembre dans le calendrier grégorien). Dans la nuit du 24 au 25, appuyés par la garnison de Petrograd et les marins du croiseur *Aurora*, les insurgés s'emparèrent du palais d'hiver tandis que Kerenski fuyait.

Le gouvernement bolchevik décida dès son entrée en fonction :

- la confiscation des terres de l'Etat, de l'Eglise et des grands propriétaires ;
- la remise du contrôle des usines aux ouvriers ;
- un cessez-le-feu immédiat.

Le gouvernement bolchevik signa avec les Allemands la paix de Brest-Litovsk le 3 mars 1918, qui comportait de vastes cessions territoriales.

La guerre civile

Avant que la révolution ne fût définitivement victorieuse, il fallut combattre. L'armée rouge, réorganisée par les Bolcheviks, livra quatre ans (1917 - 1921) de guerre civile aux Russes blancs, chefs de bandes partisans des tsars, soutenus par les grands propriétaires terriens et armés par les grandes puissances capitalistes.

Les impérialistes intervinrent eux-mêmes lors de la guerre russo-polonaise. La fin de la 1ère guerre mondiale permit la renaissance de la Pologne, qui proclama son indépendance le 22 novembre 1918. Les Britanniques aidèrent le fasciste Joseph Pilsudski à réorganiser une armée polonaise. Avec l'aide de la France, l'armée polonaise attaqua la Russie avec l'intention d'annexer l'Ukraine. Le gouvernement bolchevik dut signer le traité de Riga le 12 mars 1921, qui donnait la moitié occidentale de l'Ukraine et une partie de la Biélorussie aux Polonais.

La création de l'URSS

Une première constitution fut promulguée en 1918, qui ne concernait que la République Socialiste fédérative des soviets de Russie (RSFSR). Le but du régime était la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le suffrage universel fut établi, mais en étaient exclus les exploités (patrons ou actionnaires, grands propriétaires terriens, etc...), le clergé, les anciens policiers tsaristes et les parasites de l'ancien régime. Le pouvoir appartenait au Congrès pan-russe des soviets, constitué par des représentants de tous les soviets locaux et d'usines. Ces délégués étaient en permanence révocables par les électeurs. Le pouvoir exécutif était exercé par les Conseils des Commissaires du peuple, présidé par Lénine. En décembre 1922, trois autres républiques, l'Ukraine, la Biélorussie et la Transcaucasie rejoignaient la Russie dans une fédération créée sous le nom d'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS).

Vive Octobre 1917 !

Nous fêtons le 90^{ème} anniversaire de la Révolution d'Octobre qui allait mettre à bas l'un des grands empires et au-delà ébranler l'ensemble de l'Humanité. Cette célébration prend évidemment un grand sens politique, preuve s'il en faut, de son actualité. Pour l'essentiel les analyses actuelles de cet événement visent à montrer qu'il s'agit d'un accident de l'histoire. La parenthèse maintenant refermée, il faudrait vivre pour l'éternité sous le régime de la propriété privée des moyens de production et d'échange, en clair, il n'y aurait pas de substitut au système capitaliste. Dans de nombreux articles, enfourchant les thèses à la mode sur le caractère criminel de toute lutte d'émancipation, la Révolution d'Octobre est présentée comme responsable de la mort de millions d'hommes partout dans le monde exonérant les impérialismes de toute responsabilité. Pour les partis communistes ralliés à l'idéologie réformiste, la Révolution d'Octobre est un échec patent dont « les valises sont lourdes à porter ». Cette affirmation de l'échec justifie l'abandon de la lutte de classe et permet de théoriser leur virage à 90°.

Notre point de vue n'a pas pour fonction de clore le nécessaire débat historique dont nous souhaitons qu'il se développe.

La révolution dans la Russie tsariste de 1917 trouve son terreau dans la combinaison de la crise interne propre à l'empire russe et de la guerre entre les impérialismes continentaux. Le capitalisme se développe en Russie dans un pays profondément arriéré et dans le cadre d'un système politique archaïque qui est à bout de souffle. La révolution « Décabriste », celle de 1905, les répressions sauvages qui les ont suivies ont largement entamé les bases de soutien au système politique y compris dans une partie des couches intellectuelles et dirigeantes.

La guerre accélère le processus de décomposition du tsarisme. La révolution est un processus complexe où la détermination et l'organisation des bolcheviks est déterminante quant à son issue. Répondant aux aspirations à la paix et au pain, le nouveau pouvoir doit faire face à la fois à un chaos interne et à une intervention étrangère violente dont l'objectif est le démembrement de la Russie pour en piller les richesses. La guerre civile et la guerre étrangère menée tout particulièrement par la France, l'Angleterre, le Japon et leur ancien ennemi l'Allemagne sont particulièrement destructrices. C'est une Russie exsangue, où la révolution triomphe, qui émerge de cette lutte. Dans le même temps, les révolutions en Europe occidentale, conséquences de la montée du mouvement ouvrier révolutionnaire et de la guerre, sont écrasées dans un bain de sang en particulier en Allemagne et en Hongrie.

Non seulement la Russie et l'Union soviétique en formation sont exsangues, mais elles sont isolées et les impérialismes qui ont pris la mesure de l'échec de la contre-révolution vont tout mettre en œuvre pour les abattre. De ce moment pas un acte dans l'action des Etats impérialistes qui ne soit inspiré par cet objectif : « mettre à bas le pouvoir soviétique ». C'est dans ces conditions que l'URSS doit assurer à la fois son développement et sa protection.

Malgré d'immenses difficultés, l'URSS commence à compter. Le développement des partis communistes dans le monde, s'appuyant et s'inspirant de la révolution d'Octobre donne les moyens politiques aux classes ouvrières de conquérir de

nouveaux droits, de même les mouvements d'émancipation des peuples colonisés posent les premières pierres du mouvement de décolonisation.

A la veille de la seconde guerre mondiale, l'URSS a atteint un niveau technique et de production qui rivalise avec la plupart des pays occidentaux. Les bourgeoisies ne s'y trompent pas et voient dans le fascisme ou le nazisme le moyen de contrer la montée des courants révolutionnaires. Le : « plutôt Hitler que le front populaire » résume bien l'état d'esprit des forces du capital. Elles entrevoient la possibilité de détruire le mouvement ouvrier révolutionnaire et l'URSS et de refermer ainsi une parenthèse historique où leur pouvoir de domination a été contesté.

La fermeté de la direction soviétique, l'héroïsme des peuples de l'Union, les capacités d'organisation et le niveau technique atteint par l'URSS leur permettent d'écraser le Nazisme aux prix de sacrifice inouïs. La Russie occidentale, l'Ukraine, la Biélorussie sont presque totalement détruites, les pertes humaines sont immenses. La reconstruction, en soi difficile, l'est encore plus par la nécessité d'assurer, dans le contexte de la guerre froide imposée par les impérialismes occidentaux avec à leur tête les USA, la protection de l'URSS. La course aux armements pèse lourd dans la balance d'un Etat qui assume seul une aide décisive aux peuples en lutte pour leur émancipation. De la Chine au Vietnam, de Cuba à l'Afrique, que serait-il advenu des révolutions sans l'aide économique et militaire de l'URSS ?

La recherche de compromis autour du concept de « coexistence pacifique », l'absence de luttes politiques, les effets de la course aux armements conduisent à une dégradation du potentiel économique et des conditions de vie de beaucoup de citoyens soviétiques, les détachant d'un régime où règne une couche bureaucratique qui aspire, elle, à conquérir un plus large pouvoir en s'emparant des moyens de production et d'échange.

C'est cette couche issue de l'appareil d'Etat qui, avec l'aide des forces capitalistes mondiales, détruit l'URSS et liquide en partie la propriété sociale en s'accaparant des richesses de l'URSS au détriment de la majorité du peuple. C'est une défaite historique pour le mouvement révolutionnaire. Les conséquences en sont immenses : Disparition du premier Etat ouvrier et paysan ayant banni la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, effondrement de beaucoup de partis révolutionnaires qui se reconvertissent en partis socio-démocrates, élargissement du champ du système capitaliste...

Les idéologues de la bourgeoisie ne tarissent plus sur le thème de la fin de l'histoire, sur « l'accident » qu'aurait constitué la révolution d'Octobre, sur le fait qu'il n'y aurait plus qu'à aménager le capitalisme... Ils vont un peu vite en besogne ! Certes l'Etat soviétique issu de la révolution d'Octobre a été finalement battu, mais à en juger par l'agressivité de l'impérialisme et sa volonté d'étouffer toute velléité de lui résister, la flamme d'Octobre continue de briller. Elle a ouvert une ère historique qui est loin d'être refermée. Les peuples continuent de chercher les voies de leur émancipation, nous avons créé « Communistes » pour mener ce combat.

La Révolution soviétique, un enjeu pour notre temps

La Révolution soviétique constitue d'abord un enjeu politique. En témoigne l'offensive anti-communiste qui accompagne son anniversaire : le magazine *L'Histoire* fait sa couverture sur *Les crimes cachés du communisme* et son éditorial appelle à ne pas oublier la responsabilité primordiale de Lénine dans ces « crimes ». Or, comme, selon la formule, on ne tire pas sur une ambulance, cette offensive révèle que le cadavre de la Révolution soviétique bouge encore, et que, plus profondément, le spectre du communisme hante toujours le monde. Le parallèle peut être établi avec la Commune de Paris : après son écrasement, les crimes des Communards ont été fustigés, afin d'occulter non seulement les crimes des Versaillais et leur collaboration avec l'occupant, mais encore les ravages provoqués par le développement accéléré du capitalisme à partir du milieu du 19^e siècle.

Par ailleurs, l'étude de la Révolution soviétique constitue un enjeu scientifique. D'une part, l'analyse historique comporte des exigences propres en termes de consultation des archives et de réflexion critique collective, qui sont loin d'être aujourd'hui réunies, ce qui invalide le caractère scientifique des discours d'historiens sur la question pour en faire des discours politiques (voir la critique du numéro de *L'Histoire*). Plus fondamentalement, les communistes doivent procéder à l'analyse scientifique du processus révolutionnaire en Russie, de la construction du socialisme, ainsi que de sa portée politique actuelle. Il nous faut souligner combien la Révolution soviétique reste actuelle comme rejet de la pensée unique, du fatalisme et de la résignation, sous toutes leurs formes : elle montre que le capitalisme n'est pas éternel, n'est pas le seul système possible ; elle permet d'avancer que le socialisme non seulement est possible, mais encore qu'il est nécessaire et urgent.

La Révolution soviétique constitue une rupture fondamentale dans l'histoire de l'humanité

La Révolution soviétique met fin au capitalisme : elle prouve que la révolution et, au-delà, le socialisme sont possibles (la Commune avait duré 70 jours, l'URSS a vécu 70 ans). Elle prouve aussi que c'est la Révolution (et non l'accumulation de réformes dans le cadre du parlementarisme bourgeois) qui met fin au capitalisme et permet la construction du socialisme. Elle prouve encore qu'un parti révolutionnaire est nécessaire pour mener la révolution, bâtir et défendre le socialisme. *[sans doute l'étiollement du parti révolutionnaire constitue par la suite une grande faiblesse et un facteur intérieur décisif de la chute de l'URSS]*

A l'échelle mondiale, l'URSS fut un acteur décisif du mouvement de décolonisation et de la résistance à l'impérialisme, donc de la lutte des classes à l'échelle mondiale. Elle fut aussi un point d'appui fondamental pour les mouvements ouvriers dans les pays capitalistes avancés.

Les conditions de développement du socialisme

La Russie était un pays encore très largement archaïque. Elle est devenue une grande puissance : grâce au socialisme, son développement économique, technique et scientifique est aussi remarquable que fulgurant. Le développement culturel est également remarquable : contribution à l'histoire artistique, alphabétisation, poursuite d'études prolongées. Les nationalités férocement opprimées par le tsarisme recouvrent leur autonomie au sein de l'URSS. La construction d'une grande puissance économique et politique a permis la résistance au nazisme.

Ce succès du socialisme est d'autant plus remarquable qu'il a été réalisé malgré les très fortes oppositions auxquelles l'URSS s'est heurtée, en tant qu'acteur décisif de la lutte des classes à l'échelle mondiale : mobilisation générale des puissances capitalistes – antagonistes durant la Première Guerre mondiale – vers 1920 ; incitation faite par les « démocraties » à l'Allemagne nazie pour attaquer l'URSS (Munich 1938, Drôle de guerre de 39-40) ; épuisante course aux armements.

Qu'un tel succès ait été possible, en dépit de ces agressions, suggère une forte adhésion et mobilisation du peuple soviétique en faveur de la construction du socialisme. Sans cette mobilisation, sa construction est d'ailleurs impensable. Cette mobilisation est elle-même d'autant plus remarquable que l'URSS était aussi confrontée à de grandes difficultés intérieures : collectivisation des terres, industrialisation à marche forcée, exode rural massif, donc bouleversement complet des cadres sociaux et culturels traditionnels.

L'ampleur des agressions extérieures et des bouleversements intérieurs, ainsi que l'inscription générale de l'expérience de construction du socialisme dans un siècle imprégné de violences (guerres mondiales, guerres coloniales...) font que l'URSS n'était pas dénuée de contraintes politiques fortes. Cependant, le socialisme n'est pas une dictature imposée par en haut. Il fut bien une dictature démocratique du prolétariat. Ceux qui pensent le contraire sont tout simplement ceux qui oublient, ou plutôt veulent faire oublier que ce sont les peuples qui font l'histoire, et donc construisent le socialisme [\(1\)](#).

Le capitalisme est incapable de résoudre les problèmes de l'humanité : au contraire, il est leur origine et ne cesse de les aggraver. La Révolution soviétique représente donc une contribution essentielle dans l'histoire heurtée et complexe des progrès de l'humanité : elle constitue une expérience fondamentale et un espoir fondateur.

La Révolution soviétique et l'URSS ont favorisé de manière décisive le salut de l'humanité dans un 20^e siècle marqué par le durcissement du capitalisme et l'aiguïsement de la violence. D'abord, la Révolution soviétique a contribué de

manière décisive à arrêter la destruction des peuples provoquée par la Première Guerre mondiale, déclenchée par les rivalités impérialistes. Trahie par les réformistes en 1914, la paix était défendue par les révolutionnaires et la révolution soviétique a imposé le retour à la paix. Ensuite, l'URSS a joué un rôle majeur dans le combat contre le nazisme (2). Enfin, l'URSS a défendu la paix durant la Guerre froide (3). En témoigne *a contrario* la multiplication des guerres qui accompagne la reconquête impérialiste du monde depuis 1990.

Les communistes doivent analyser et défendre la Révolution soviétique. Elle représente une expérience démocratique formidable en lien avec le rôle majeur joué par un parti révolutionnaire. Pour nous aujourd'hui, il s'agit d'un combat politique pour défendre la perspective politique de transformation sociale.

Ce qu'octobre a apporté au monde

La victoire sur le nazisme

Rappelons d'abord ce que tous les hommes doivent au peuple soviétique et à son armée pour la victoire contre le nazisme. Le premier pays socialiste a supporté le choc frontal contre son ennemi naturel, le nazisme. Les 27 millions de morts, de loin le plus important des tributs payés à la guerre, ont permis la libération de l'Europe de l'hydre fasciste, et l'intervention tardive des USA en Europe n'était due qu'au souci de préserver les intérêts de l'impérialisme le plus puissant de la planète.

La paix dans le monde

Après la seconde guerre mondiale, la présence de l'URSS et des pays socialistes d'Europe a permis d'améliorer considérablement la vie et la dignité de millions d'hommes. Elle a particulièrement été utile pour la paix dans le monde.

En Europe, malgré la guerre froide, la paix a été maintenue pendant 45 ans. Dès la fin de l'URSS, les grands pays capitalistes, européens (France, Allemagne) ou non (USA) se sont empressés de dépecer la Yougoslavie et de la mettre à feu et à sang.

Les entreprises militaires expansionnistes et colonialistes des différents impérialismes, notamment des USA, ont été considérablement limitées et ont échoué aussi bien au Vietnam qu'en Corée.

L'aide aux mouvements de libération

L'URSS a aidé non seulement les mouvements révolutionnaires, comme en Chine ou au Vietnam, mais aussi les mouvements de libération qui n'affichaient pas forcément des idées socialistes. L'URSS et les autres pays socialistes ont aidé, par des armes et des conseillers les mouvements nationalistes arabes (Nasser en Egypte, par exemple). Ils ont ensuite soutenu ces pays (Yémen, Syrie, Egypte jusqu'au virage de Sadate, Irak jusqu'au pouvoir absolu de Saddam) dans leurs tentatives de transformations sociales, fussent-elles minimales. L'URSS a soutenu l'OLP, permis la reconnaissance officielle par l'ONU des mouvements de libération palestinien et sahraoui. L'URSS a été l'obstacle empêchant les colonialistes israéliens de réaliser leur but d'annexion de la majorité des territoires occupés.

Au cours des guerres coloniales, les Soviétiques ont soutenu les mouvements de libération et ensuite les nouveaux Etats ainsi formés, comme l'Algérie de Boumediene. Les pays socialistes ont soutenu l'ANC dans sa lutte contre l'apartheid en Afrique du sud, ainsi que les mouvements de libération d'Angola ou du Mozambique avec notamment l'engagement personnel de volontaires cubains.

La pression idéologique et sociale sur les grands pays capitalistes

Même s'ils dénigraient les pays socialistes, les dirigeants des grands pays capitalistes d'Europe étaient obligés de tenir compte de leur existence. Ils ont dû inventer un modèle social afin de montrer que dans la société capitaliste aussi, il existait des acquis sociaux. Ce fut le rôle assigné à la Suède et, dans une moindre mesure, à la RFA. On avait ainsi la sécurité sociale, les retraites, etc... plus la «liberté».

En réalité, ce n'est pas de gaieté de cœur que les dirigeants des pays capitalistes octroyaient en Suède ou maintenaient en France de tels droits. La présence des pays socialistes dans lesquels le chômage était inconnu et la protection sociale essentielle, les obligeait à de telles concessions.

Ce que nous avons perdu avec la disparition de l'URSS

A tous les beaux causeurs, qui dans les rangs mêmes de certains anciens partis communistes, se sont réjouis de la chute de l'URSS, il faut rappeler ce qui nous est tombé sur la tête. Voici un florilège.

- L'Irak a été envahi deux fois par les puissances impérialistes, aujourd'hui, c'est un pays exsangue et détruit.
- En Yougoslavie, les grands pays capitalistes ont placé leurs pions et pris leur part du gâteau.
- En deux ans (1993-1994), le «modèle suédois» a rendu l'âme.
- Les Palestiniens sont dans la situation la pire depuis 1948 et Israël occupe, colonise, emprisonne à sa guise.
 - L'Afghanistan est revenu au Moyen Age.
 - En France, depuis quinze ans, les acquis sociaux, retraites, santé, sécurité sociale fondent à vue d'œil.
 - Dans les anciens pays socialistes, la misère, le trafic de drogue, les réseaux de prostitution, le grand banditisme ont fleuri, les salaires sont dérisoires, les profits capitalistes se portent bien, les fortunes de quelques-uns sont fabuleuses.
 - La situation de la planète est semblable à celle d'avant 1914, les impérialismes s'affrontent partout, pour le moment indirectement, en Irak, au Moyen-Orient, au Soudan, en Afrique occidentale (Les USA, la France, la Chine).
 - Privé de contrepoids, l'Union européenne sert d'instrument aux capitalistes des Etats membres pour déréglementer, privatiser, précariser.
- L'OMC, et le FMI règnent en maîtres sur la planète.
 - Un peu partout, en Europe de l'Est, on élève des monuments à des fascistes qui ont combattu l'Armée rouge entre 1941 et 1945.

Les réalisations en URSS et ailleurs

Il faut d'abord dire que la réussite économique de l'URSS fut indubitable. On sait que l'URSS a rattrapé une bonne partie de son retard en matière d'industrialisation sur les Etats-Unis.

Ainsi, en 1928, le niveau d'industrialisation de l'URSS par habitant représentait 10 à 12 % de celui des Etats-Unis, en 1958, il s'agissait de 26 à 28 %, et ce malgré le fait que les Etats-Unis ont largement profité de la guerre tandis que l'URSS en a gravement pâti.

Pour l'agriculture, c'est un peu la même chose. Entre 1926-1930 et 1958-1962, la production de céréales a progressé de 70 %, alors que la population n'a augmenté que de 40 %.

En se référant aux experts occidentaux, on apprend que de 1928 à 1958, la croissance du PNB par habitant de l'URSS a été d'environ 4 à 5 % par an, ce qui constitue un rythme deux fois plus élevé que les grands pays capitalistes à la même époque. La comparaison la plus significative est à faire avec l'Italie et l'Espagne. En 1928, l'URSS avait un niveau d'industrialisation inférieur de près de la moitié à celui de l'Italie et de 30 % à celui de l'Espagne. Or, pour 1962-1964, l'URSS dépassait d'environ 12 à 16 % l'Italie et d'environ 140 à 160 % l'Espagne.

Dans le domaine social, le plus important est de dire que le chômage était absent en URSS, que la santé, l'éducation étaient publiques et fortement développées. Le citoyen soviétique était en 1978 celui qui lisait le plus de tous les citoyens des pays d'Europe, devant l'Allemand de l'Est et le Bulgare. Hélas, on n'a plus d'enquête de ce genre réalisée par l'ONU depuis. Les prix du gaz, de l'électricité, des transports publics n'augmentaient pas.

Les autres pays socialistes

On peut prendre d'autres exemples parmi les pays socialistes nés après l'URSS.

— En 1949, le niveau d'industrialisation de la Chine était un peu inférieur à celui de la moyenne du tiers-monde à économie de marché ; en 1976, il était supérieur de quelques 65 à 70 % à cette moyenne.

— A la fin des années 1970, la RDA était la septième puissance économique mondiale. On sait que c'était la partie de l'Allemagne la moins riche en ressources minières et de loin et la plus ravagée par la guerre. Elle ne bénéficia pas de l'aide financière américaine du plan Marshall, comme sa rivale de l'ouest. Pourtant, à partir de 1965, l'écart en terme de niveau de vie diminuait entre les deux pays. On peut aussi évoquer la formidable avancée dans le domaine des droits des femmes et particulièrement de la contraception dans ce pays, ce fut nettement supérieur à ce qui se passait en RFA.

— On sait qu'à Cuba, les taux de mortalité infantile est inférieur et que celui de l'espérance de vie et de scolarisation est nettement supérieur non seulement à ceux des autres pays d'Amérique latine, mais parfois même à celui des USA. Des pauvres des USA ne bénéficiant d'aucune couverture sociale viennent se faire

soigner à Cuba ; des médecins cubains sont installés dans les quartiers pauvres des grandes villes du Venezuela, Cuba est le pays du monde qui forme le plus de médecins par rapport à son nombre d'habitants.

Une révolution socialiste

Le but de la Révolution d'octobre était non pas d'ajouter un supplément d'âme au régime capitaliste mais de briser ce régime et d'en établir un autre. En ce sens, on comprend que les partis de gauche actuels en France et ailleurs, qui se proposent de repeindre en rose la façade du régime ne se réclament en aucune manière de l'héritage d'Octobre.

Pourquoi briser l'Etat bourgeois ?

Il est de bon ton aujourd'hui, pour tous les partis politiques, du FN à la LCR d'évoquer un Etat au-dessus de tout, qui serait une espèce d'entité neutre, garante des lois protégeant le citoyen. Cette interprétation a, de tous temps, été utilisée par celles et ceux qui ont intérêt à nier la lutte des classes. Or l'Etat est un instrument au service de la classe dominante pour opprimer la ou les classes dominées. Il n'est pas neutre, il est du côté des capitalistes.

Voici ce qu'en disait Engels dans "L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat" : **« L'Etat est un produit de la société à une certaine étape de son développement. Il constitue l'aveu que la société s'est scindée en antagonismes inconciliables dont elle est impuissante à se débarrasser. Pour que ces antagonismes, ces classes qui ont des intérêts économiques contradictoires ne se dévorent pas et ne dévorent pas la société, une force est devenue nécessaire, qui, se plaçant en apparence au-dessus de la société modèrerait le conflit, le maintiendrait dans les limites de "l'ordre". Cette force est l'Etat. »**

Ainsi ce que nos divers politiciens appellent la "démocratie" n'est en fait que la dictature de la Bourgeoisie, c'est-à-dire de ceux qui possèdent les moyens de produire et d'échanger. Voici quelques mots de Lénine sur un des aspects de cette soi-disant "démocratie", la liberté de la presse.

« La liberté de la presse est une duperie tant que les meilleures imprimeries et les plus gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que demeure le pouvoir du capital sur la presse... Les capitalistes qualifient de liberté de la presse la liberté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et falsifier ce qu'on appelle l'opinion publique. »

Pour finir, il faut dire quelques mots des élections. Les élections, sous le régime capitaliste, sont une gigantesque opération de manipulation qui vise à donner l'illusion que la politique gouvernementale, qui est directement décidée par le grand capital, serait une émanation de la volonté du peuple.

Tout cela permet de comprendre pourquoi les Bolcheviks voulaient prendre le pouvoir et casser l'appareil d'Etat existant, lequel était au service de la Bourgeoisie,

et d'en construire un autre. Marx et Engels l'exprimaient ainsi en 1848 dans la dernière préface du "Manifeste du parti communiste" : « **La Commune a démontré que la classe ouvrière ne peut pas simplement s'emparer de la machine d'Etat toute prête et la mettre en marche pour la faire servir à ses propres fins.** »

Cette opération de destruction et de remplacement s'appelle la dictature du prolétariat. Lénine la définit ainsi dans "L'Etat et la Révolution" : « **L'Etat est une "force spéciale de répression". Il en résulte que cette "force spéciale de répression" du prolétariat par la bourgeoisie doit être remplacée par une "force spéciale de répression" de la bourgeoisie par le prolétariat (dictature du prolétariat). C'est en cela que consiste la suppression de l'Etat en tant qu'Etat.** »

Le régime socialiste issu d'Octobre

La société socialiste mise en place pour la première fois en URSS est une société de transition. Pour aller vers une société sans classe, la société communiste, il faut briser toute la résistance de la bourgeoisie et de ses valets, c'est le rôle de la société socialiste. La lutte des classes se poursuit dans cette société, mais ce sont les anciens exploités qui ont le pouvoir et oppriment l'ancienne classe dominante la bourgeoisie.

Les naïfs et les ralliés aux vertus du capitalisme qui parlent de démocratie et expliquent qu'il suffit de parvenir au pouvoir par les élections pour renverser le capitalisme ont oublié les assassinats de Lumumba ou Allende. Jamais la bourgeoisie ne s'est laissée ou ne se laissera déposséder du pouvoir, de son rôle de classe dominante, sauf par la force. Elle est prête à tout, même à installer des Hitler ou Mussolini, qui sont ses agents, au pouvoir.

Pour les capitalistes qui jouissaient pleinement de la démocratie bourgeoise, la révolution d'Octobre a signifié la fin de la liberté d'exploiter, la fin de la liberté d'accumuler des fortunes par des moyens légaux ou illégaux, la fin de la liberté d'acheter des media et de fabriquer l'opinion publique, la fin de la liberté d'organiser l'enseignement dans leur intérêt.

L'économie socialiste était planifiée. On ne laissait plus aux profiteurs capitalistes, la fameuse liberté du "renard libre dans le poulailler libre". On recensait les besoins de la population pour les quatre ou cinq années à venir et le rôle des usines ou des coopératives agricoles et des fermes d'Etat était de produire ce qui correspondait à ces besoins, sans dégager de profits capitalistes, sans que quelque actionnaire que ce soit entre en ligne de compte.

Pas de révolution sans contre-révolution

On peut mesurer l'importance de l'URSS à la peur qu'elle a déclenchée chez les possédants, notamment des pays impérialistes, aux multiples tentatives qu'ils ont faites d'en finir avec elle, à la pression constante, économique comme idéologique qu'ils ont exercée sur elle, avant de finir par l'emporter. Cela permettra en même temps de donner quelques éléments de réponse à une vaste question : puisque le régime socialiste établi en Russie puis en URSS par la révolution d'Octobre était si bien, pourquoi donc a-t-il disparu ?

S'il n'est pas question de tout détailler ici, il est bon de faire quelques rappels. Car l'URSS, de sa naissance à sa mort a été poursuivie de la haine et de l'activisme des grands pays impérialistes avec un seul but : la calomnier, la détruire et faire oublier aux classes dominées de la planète l'existence d'une expérience socialiste

La pression extérieure militaire

Ce fut d'abord par la guerre que les impérialistes tentèrent de se débarrasser de l'URSS.

La première tentative des destructions de l'URSS naissante fut le soutien apporté par les grands pays capitalistes aux fascistes russes blancs (Koltchack, Denikine, Youdenitch) ou ukrainiens (Petlioura) durant la guerre civile (1918 – 1920). Ce soutien alla même jusqu'à l'envoi de troupes (françaises avec les Polonais, corps francs allemands dans les pays baltes, japonaises à Vladivostock et auprès de Koltchack).

Après l'arrivée au pouvoir de Hitler, les dirigeants britanniques, puis français à partir de 1938 firent tout pour laisser les nazis face aux soviétiques. Certains mêmes, notamment à l'état-major français concevaient une guerre aux côtés des Allemands contre les Soviétiques. L'URSS se retrouva seule à aider la République espagnole attaquée par les fascistes ; il fut interdit à l'armée soviétique d'intervenir aux côtés de la Tchécoslovaquie lors des accords de Munich.

Alors que la guerre s'approchait, en 1939, Britanniques et Français firent traîner les pourparlers d'alliance défensive avec les Soviétiques et même les abandonnèrent. Seule la signature du pacte germano-soviétique empêcha momentanément le scénario que les impérialistes d'Europe avaient prévu : une guerre Allemagne nazie Union Soviétique. Mais, en France notamment, on ne désarma pas. Des soldats et des pilotes furent envoyés combattre aux côtés des Finlandais, alliés des Allemands, contre les Soviétiques. Le général Weygand, un des plus importants personnages de la coterie fasciste française, fut chargé, en pleine guerre franco-allemande (1939/1940) d'organiser un corps expéditionnaire qui, parti de Syrie (alors protectorat français), attaquerait l'URSS dans le Caucase. Ce plan resta, bien entendu, d'actualité sous le gouvernement de Vichy jusqu'en août 1941, où la Syrie fut libérée par les soldats britanniques et les Forces Françaises Libres.

La grande affaire de Vichy et de ses maîtres nazis sous l'occupation fut la chasse aux Communistes. On sait qu'une Légion des Volontaires Français (la LVF) contre le bolchevisme fut créée avec l'assentiment d'une bonne partie du haut clergé : des

Français allèrent ainsi combattre sur le front de l'est sous l'uniforme allemand, aux côtés de Hongrois ou d'Espagnols fascistes de la division Azul.

Plus généralement, les militants communistes dans les pays européens occupés et les Soviétiques supportèrent l'essentiel des coups des nazis. On sait par exemple que Staline avait demandé dès 1942 aux alliés l'ouverture d'un second front afin de soulager l'Armée rouge et la population soviétique. Ce ne fut que lorsqu'il était évident que l'Armée rouge avait vaincu la Wehrmacht et pour empêcher que les Soviétiques ne libérassent seuls l'Europe que ce second front fut enfin décidé.

Si le rapport de force militaire ne permit ni aux Britanniques ni aux Américains de répondre favorablement aux sollicitations de certains dignitaires nazis en 1945, qui leur offraient leurs services pour combattre les Soviétiques à leurs côtés, ils récupérèrent et recyclèrent tout un tas d'officiers généraux, de maîtres-espions ou de scientifique de l'organigramme nazi.

Pour autant, en 1945, l'option militaire avait fait long feu. S'il était désormais impossible aux impérialistes de vaincre l'URSS par la force, d'autres moyens seraient utilisés.

La pression extérieure économique

Durant cette période que l'on a nommée la «guerre froide», puis, durant la suivante, celle de la «coexistence pacifique», les gouvernements des grands pays capitalistes et notamment l'impérialisme US ont poursuivi le même but : mettre à genoux le premier pays socialiste.

Au début, la tactique utilisée fut le financement par les USA, non touchés directement par la guerre, des pays capitalistes d'Europe de l'Ouest pour qu'ils fassent la différence économiquement parlant avec les pays socialistes d'Europe de l'Est. Afin d'être sûr d'avoir tout le monde à sa botte, le gouvernement US intervint aussi directement afin de faire cesser la participation des partis communistes aux gouvernements de France, d'Italie ou de Belgique.

Le lancement de la Communauté européenne fut aussi un moyen utilisé par les USA et leurs alliés pour lutter contre les pays socialistes.

Mais, à partir de la fin des années cinquante, les USA inventèrent la course aux armements. Les dirigeants soviétiques se sentirent obligés de leur emboîter le pas tout en ayant des moyens bien inférieurs. De même, plus généralement, durant la coexistence pacifique, les gouvernements soviétiques se fixèrent pour but de rattraper le plus vite possible les USA dans quantité de domaines ou de les devancer (on se souvient de la course à l'espace). Ils y engloutirent des sommes folles qui furent une des causes non négligeables des difficultés économiques des années 70 et 80, puis de la chute de l'URSS.

La pression idéologique

Durant la période de la «pression militaire», avant la seconde guerre mondiale, le combat idéologique fut mené en interne : on utilisa des opposants à l'intérieur de l'URSS, comme les fascistes ukrainiens que l'on retrouva ensuite dans les rangs des nazis ou des déclassés des rangs élevés des classes moyennes de l'ancien régime (ingénieurs ou régisseurs agricoles notamment) pour saboter l'économie soviétique.

A partir des années trente, les services secrets britanniques et surtout allemands se débrouillèrent pour utiliser directement ou indirectement des personnages importants du régime et de l'Etat-major de l'Armée rouge. On sait qu'un groupe de ces derniers organisa l'assassinat de Kirov, secrétaire du parti à Leningrad (1934) et échoua à en organiser un, la même année, contre le grand écrivain Gorki.

Il faut dire un mot, à ce sujet de l'utilisation de Trotski. L'ancien dirigeant de l'Armée rouge devint, qu'il l'ait voulu ou non, qu'il l'ait réalisé ou non, un allié et un outil aux mains de toutes les forces réactionnaires qui étaient opposées à la construction du socialisme en URSS. On peut relever que ces attaques les plus violentes contre le gouvernement soviétique commencèrent au moment même (1932) où le gouvernement britannique lançait une opération idéologique contre le travail forcé et les persécutions religieuses en URSS, au moment même où débutait une vaste opération de sabotage et d'intoxication évoquant une soi-disant famine en Ukraine soviétique. Une opération qui constitua principalement en l'assassinat de dirigeants des kolkhozes et une publicité pour la famine dont la correspondance de l'époque des diplomates français en place avec leurs ministres suffit à démontrer le caractère mensonger. Enfin, des liens furent démontrés entre certains «émissaires» de Trotski en URSS durant son exil et les services secrets nazis.

Après la seconde guerre mondiale, le leadership de la "guerre idéologique" passa aux USA, qui, au moyen notamment de la CIA et d'autres organismes du même acabit, menèrent une bataille idéologique à tous crins contre l'URSS. Les différentes radios et télévisions qui émettaient depuis ce qu'ils appelaient le «monde libre» jouèrent un rôle non négligeable. La mise en avant des joies de la consommation dans les pays capitalistes et la faiblesse de la riposte idéologique en URSS à partir des années 70 convainquirent un grand nombre d'habitants des pays socialistes qu'avec le capitalisme, ils auraient tous leurs acquis, plus la consommation ; on sait qu'ils déchantèrent vite.

La falsification de l'histoire

Ce 7 novembre exactement, à cause du décalage entre les deux calendriers (julien et grégorien), nous fêtons le quatre-vingt-dixième anniversaire de la Révolution d'Octobre. Occasion de lire ou d'entendre ici et là divers commentaires des idéologues du capital, pour lesquels l'oubli ou l'enterrement sont les meilleures des choses. Plus nombreux seront les gens qui ignorent et ignoreront l'existence d'une expérience de société socialiste aussi riche plus les profiteurs dormiront tranquilles.

Deux catégories de personnes au moins se sont fendues d'un commentaire haineux, mensonger ou les deux à la fois. D'abord, les professionnels de la désinformation, ceux qui font l'opinion pour le capital, journalistes de la presse écrite ou de la télévision, et, pour le sujet qui nous concerne, pseudo historiens. Ensuite, il fallait bien que les repentis de tout poil, les anciens révolutionnaires devenus réformistes et défenseurs zélés des mérites de la démocratie capitaliste, disent leur mot, fût-il court et insipide.

On peut aisément dire un mot de la vision unilatérale de la Révolution socialiste d'Octobre qu'ont tous ces serviteurs du capital et du premier Etat socialiste de l'Histoire. Voici quelques réflexions à ce sujet qui concernent la façon dont la

révolution d'octobre est présentée dans les manuels scolaires.

Nous nous attaquons là au plus gros morceau, l'Histoire officielle, telle qu'elle a été patiemment construite depuis des décennies, notamment, en direction des élèves avec les modifications des programmes et des manuels scolaires en 1983, modifications aggravées à plusieurs reprises depuis.

Les efforts de François Furet dans les années 80 pour réécrire l'Histoire de la Révolution française puis du mouvement communiste au XXème siècle ont été poursuivis et amplifiés par une nouvelle génération d'idéologues proches du fascisme, comme le dénommé Courtois, qui font effort pour réviser le moindre petit moment de l'Histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire. Ces gens-là avancent de moins en moins masqués et glorifient à longueur de ligne ou d'antenne ce qu'ils appellent la démocratie et que nous appelons le capitalisme, la dictature de la bourgeoisie.

Ce courant de révision et réécriture que nous appellerons le courant falsificateur ne s'embarrasse pas de nuances. Son but n'est pas de discuter avec d'éventuels opposants mais d'asséner une vérité aussi immuable que les textes sacrés d'une religion. Ils énoncent la "doxa", qui compte désormais force partisans, même quelques anciens historiens qui se disaient communistes et qui ont rallié le troupeau, tel le fameux Roger Bourderon, qui a commis un pavé sur les liens supposés entre le PCF de 1940 et le nazisme. Tout est bon pour ces falsificateurs pour créer la confusion et taper sur la Révolution. Aussi ne cherchent-ils pas le moins du monde à trouver chez Lénine ou même chez Marx (ne parlons pas de Staline) quoi que ce soit d'intéressant, qui aurait été dévoyé ou ne serait plus d'actualité. Le marxisme est leur ennemi, s'ils le pouvaient, ils colleraient Marx, Engels et Lénine sur la liste des organisations terroristes ou des Etats voyous.

Chez ces gens-là, il est interdit de présenter Octobre sous un angle de classe. Aucun journaliste ou historien officiel n'essaie d'expliquer la lutte des classes ni la conception de l'Etat des marxistes. Le parti pris est systématiquement celui des défenseurs du capitalisme : la "démocratie" règne dans nos pays, la liberté de la presse, le suffrage universel, etc..., et dans les méchants pays socialistes, c'est la dictature ou mieux, le totalitarisme. Cela démontre un grave problème d'éthique, ce qui, entre parenthèses, ne saurait nous étonner ; car quelle critique peut-on faire d'un événement, d'un régime politique sans expliquer le point de vue de ceux qui l'ont vécu, qui l'ont initié, qui l'ont dirigé, même si c'est pour l'attaquer ensuite. Ici, rien de cela, de la même manière qu'on n'étudie la colonisation que du point de vue des colonisateurs, on n'étudie les pays socialistes et la Révolution d'Octobre que du point de vue des idéologues du capital.

Aucune analyse n'est faite de l'émergence de la classe ouvrière et du poids prépondérant de la bourgeoisie dans la dernière période tsariste. Le caractère impérialiste de la guerre n'est jamais dit, on insiste sur l'horreur des tranchées mais pas sur les intérêts des grands capitalistes dans cet affrontement. Enfin, la Révolution d'Octobre semble contagieuse avec la république des Conseils de Bela Kun en Hongrie ou la Révolution spartakiste de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht en Allemagne, mais aucune explication n'est donnée de la proximité de ces mouvements avec Octobre. On ne dit rien de la conception de ces mouvements ou partis communistes, surtout rien de la faillite de la IIème Internationale, compromise dans l'Union sacrée avec les bourgeoisies nationales ni de son rôle actif

dans la répression anti-révolutionnaire (les sociaux-démocrates allemands Ebert et Noske font massacrer les Spartakistes).

Mais c'est évidemment la période de la réalisation du socialisme, jusqu'à la seconde guerre mondiale qui est le plus dénaturée. En ce qui concerne l'agriculture, nos manuels expliquent que la collectivisation des terres n'a pas eu le soutien de la majorité des paysans. Or cette majorité ne possédait aucune terre sous le régime tsariste et beaucoup d'entre eux s'étaient battus pour la collectivisation des terres. Le véritable obstacle vint des koulaks, paysans riches, propriétaires de leurs terres, qui furent dépossédés. Un manuel de troisième explique que «les paysans brûlent les récoltes et les troupeaux» en 1931, alors que ces actions de sabotage venaient des koulaks et des fascistes ukrainiens ou d'autres, plus ou moins stipendiés par la Grande-Bretagne ou la Pologne voisine. Un autre parle de la famine, dont on sait aujourd'hui qu'elle fut "inventée" par la propagande de ces mêmes pays. L'idée de la suppression de la propriété privée des terres est considérée comme monstrueuse, on sent qu'elle donne des boutons à tous nos historiens bon teint, aussi les débordements et inexactitudes sont nombreux.

De plus en plus, la collectivisation des terres ou celle des usines sont présentées comme antinaturelles, voire criminelles. C'est l'ambiance globale du continent européen. On peut relier ces positions de journalistes et d'historiens à la résolution adoptée il y a plusieurs mois par le Conseil de l'Europe qui condamne la théorie marxiste comme meurtrière parce qu'elle favorise la lutte des classes.

Aucune des tentatives d'attaquer directement ou indirectement, militairement ou idéologiquement le premier pays socialiste du monde n'est évoquée dans aucun des manuels de lycée ou de collège traitant la période. Les seuls mots que l'on trouve pour expliquer le régime sont dictature et totalitarisme. Le deuxième est bien pratique : il n'a aucun contenu de classe et parle de contrôle des habitants dans tous les domaines. Comme le parti pris est de dire que les démocraties bourgeoises ne contrôlent pas, ne répriment pas (à quoi servent donc les media et la police ?) le tour est joué. Au lieu de répartir les régimes politiques du point de vue de leur nature de classe (capitaliste ou socialiste) on distingue démocratie et totalitarisme, comme cela on met les fascistes plus ou moins dans le même tiroir que les révolutionnaires. Ce concept de totalitarisme est donc le seul qui permette une totale confusion non seulement sur la nature du régime socialiste mais aussi et surtout sur son opposition frontale avec toutes les formes de fascisme et notamment sur l'opposition irréductible qui donna tout son sens à la seconde guerre mondiale : les communistes contre les nazis.

La plupart des historiens, dans les manuels ou dans d'autres ouvrages évoquent la dictature de Lénine, puis de Staline. Mais le concept de dictature du prolétariat comme réponse à la dictature du capital n'est jamais évoquée ni expliquée. La notion de classe sociale n'est pas explicitée, ni la lutte des classes, bien entendu, il est donc très difficile à des lycéens ou à des collégiens d'y comprendre quoi que ce soit. Ainsi le même manuel de 3ème explique que «Pour établir une société sans classe, Staline décrète en 1929 la collectivisation des terres». Mais qu'est-ce donc qu'une société sans classe ? Pourquoi la bourgeoisie terrienne doit-elle être contrainte ? Les malheureux collégiens n'en sauront rien.

Ne nous laissons pas aveugler

Qu'est-ce que le révisionnisme ?

Il s'agit ici d'une caractérisation politique, telle que Lénine l'a utilisée. Il s'en prenait ainsi à ceux qui révisaient la théorie marxiste au début du XXème siècle afin d'enterrer la révolution socialiste et qui parlaient d'accéder au pouvoir par les élections. Les principales cibles de Lénine furent les sociaux-démocrates Bernstein et Kautsky, symboles de ces militants de la IIème internationale qui, dans leurs parlements respectifs, votèrent les crédits de guerre avant la 1ère guerre mondiale, participèrent à des gouvernements d'union sacrée avec la bourgeoisie de leurs pays respectifs et condamnèrent la révolution bolchevique. Lors de la scission du mouvement ouvrier, autour de 1920 entre partis communistes et partis sociaux-démocrates, ils furent évidemment dans le second camp.

Dans "L'Etat et la Révolution", Lénine s'en prend à ces révisionnistes, qui, tout au contraire de Marx et Engels, considèrent l'Etat comme neutre et pensent donc que la révolution ne consiste qu'à la prise du pouvoir d'Etat et absolument pas en la destruction de l'Etat bourgeois. A contrario des révisionnistes, Marx disait dans une de ses "Lettres à Kugelmann", à propos de la Commune de Paris : « **La Révolution en France doit avant tout tenter, non de faire passer la machine bureaucratique et militaire en d'autres mains, mais de la briser. Là, précisément est la condition de toute révolution vraiment populaire sur le continent.** »

Le révisionnisme actuel

Il émane d'anciens partis communistes en Europe ou dans le monde, dont certains, comme le PCF n'ont plus rien à voir avec le mouvement révolutionnaire mais ont gardé leur nom, au moins pour le moment. Le maître mot de ce révisionnisme moderne est celui de démocratie. Cette acceptation des valeurs du capital a deux corollaires importants.

D'abord, c'est à l'aune de cette démocratie que l'on juge la Révolution d'Octobre et ses conséquences et que l'on porte le même jugement par exemple sur l'actuel Cuba socialiste. Ce n'est pas "démocratique", il n'y a pas le suffrage universel, il n'y a pas la liberté de la presse, et la litanie habituelle. Avec cette théorie, ce n'est pas à cause de l'intense lutte des classes économique, idéologique et militaire livrée pendant 70 ans que l'URSS est tombée, mais à cause du manque de démocratie. Et ceux qui, dans ce panier de crabes, osent se réclamer du communisme disent qu'il doit rompre avec Octobre. Le secrétaire général de l'ex-Parti Communiste Italien, Enrico Berlinguer, eurocommuniste et révisionniste notoire l'avait dit en son temps : « La veine d'Octobre est tarie, nous devons en finir avec elle. ».

Comme, de ce point de vue, la lutte des classes est niée pour faire croire à une prétendue démocratie universelle, la fin de l'URSS constitue la preuve même pour ces doctes penseurs que le régime socialiste d'URSS était mauvais. L'échec invalide l'expérience. Heureusement que nos ancêtres du néolithique n'ont pas réagi ainsi lorsque leurs premières récoltes étaient mauvaises, heureusement qu'ils ont persisté malgré leurs échecs... Il est important de dire que cette fin de l'URSS est présentée comme une bonne chose par les révisionnistes, qui, refusant de voir les ravages que connaît la planète depuis et à cause de cette fin.

Pour terminer il faut évoquer ceux des révisionnistes qui, peut-être plus malins que les autres, ne se contentent pas de nous abreuver de la démocratie et de l'échec de l'URSS. Pour ceux-là, Marx, c'était très bien, Lénine aussi (enfin, il y en a moins) mais, maintenant c'est différent. Le maître discours est celui-ci : nous ne sommes plus en 1848 (date de la parution du "Manifeste du parti communiste") où encore les choses ont changé depuis Marx et Lénine. Pourtant la phase actuelle du capitalisme est décrite par Lénine dans "L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme" et, fondamentalement il y a ceci de commun avec 1848 que c'est toujours la bourgeoisie qui est la classe dominante et toujours la classe ouvrière qui la fait vivre comme elle fait vivre les autres et qui, en s'émancipant, peut renverser cette domination, abolir la société capitaliste, détruire l'Etat bourgeois en construisant une société socialiste.

Ne nous laissons pas aveugler par les sirènes idéologiques du capital, qu'elles viennent des falsificateurs ou des révisionnistes. La première expérience socialiste, commencée en Octobre 1917 est riche d'énormément d'enseignements pour ceux qui veulent en finir avec le capitalisme mais aussi pour ceux qui veulent seulement comprendre les rouages de cette société inhumaine et découvrir comment on pourrait s'en passer...

Notes :

1-la même critique peut être adressée à ceux qui dénoncent la Révolution française comme dictature.

2-dès avant 1941 (de même que le PCF a résisté dès avant cette date) : soutien à la République espagnole (à l'inverse du gouvernement Blum et de l'Angleterre) ; manœuvres occidentales pour ne pas s'allier à l'URSS en 1938 (Munich) et 1939 mais au contraire pour pousser Hitler à attaquer l'URSS, manœuvres finalement déjouées par le traité de non-agression germano-soviétique d'août 1939, seule possibilité de survie laissée par les « démocraties » occidentales à l'URSS.

3-l'OTAN a été créé bien avant le Pacte de Varsovie

www.sitecommunistes.org